



Elections communales 2009

Agadir: Le conseil de toutes les convoitises

- Plus d'un milliard de DH investi en trois ans
- Culturel, ramassage des ordures ménagères... les dossiers à la traîne

C'EST l'heure au bilan et aussi à l'accélération des chantiers à la commune urbaine d'Agadir. Comme dans d'autres villes bien sûr, les élus communaux veulent achever le maximum de projets avant l'échéance électorale. Normal, les réalisations seront autant d'atouts positifs pour les élus qui tenteront de nouveau l'expérience.

A Agadir, le chantier de réaménagement de la corniche sera indéniablement une des réalisations que mettra en avant le bureau sortant de la commune. A noter que ce projet de plus de 320 millions de DH a jusqu'à présent absorbé près de 270 millions de DH, indiquent les élus communaux. Dès son lancement, ce chantier n'avait laissé indifférent personne. Tout le monde se souvient comment les hôteliers, notamment du front de mer, s'étaient dressés en véritable bouclier contre ce projet. Il a fallu l'intervention du wali, Rachid Filali, et du président du conseil de la ville, Tariq Kabbage (USFP) pour les sensibiliser à la valeur ajoutée qu'apportera cette promenade à la destination d'une manière globale et particulièrement aux établissements d'hébergement, notamment en bordure de mer. Il est vrai que le chantier, qui est au stade des finitions actuellement, a engendré une perte importante d'activité aux hôtels riverains durant la période des gros œuvres. Mais tout cela n'est plus aujourd'hui évoqué que pour expliquer le pourquoi de la baisse de l'activité touristique à une période donnée. Hôteliers et acteurs du tourisme s'accordent à dire que finalement le projet est un atout pour la destination Agadir.

Si le chantier de la corniche constitue l'un des plus grands projets urbains actuellement à Agadir, Tariq Kabbage met à l'actif du conseil communal bien d'autres aménagements dans la cité. Il s'agit notamment du réaménagement de l'entrée du port et des voies menant à Agadir Oufella. Ce site a également fait l'objet de travaux de manière à réhabiliter ce patrimoine du passé qu'est la kasbah. A l'actif également du conseil communal, les travaux de voiries dans les quartiers des communes périphériques, à savoir Anza, Tikiouine et Bensergao. Un chantier qui, dans sa globalité, nécessitera une enveloppe de 400 millions de DH. En 2008, le budget réservé aux travaux de voiries et à la réfection de trottoirs est estimé à 168 millions de DH, précise Tariq Kabbage.

D'autres chantiers ont aussi été entrepris au cours des trois dernières années. Les travaux pour la fluidité de la circulation, à travers la mise en place de giratoires, en sont un. Dans la liste aussi, le réaménagement du boulevard du 20 Août, d'un coût de 40 millions de DH, actuellement en cours tout comme celui de l'avenue Cheikh Saïdi pour lequel le budget est de 14 millions de DH. A l'actif également des élus de la ville, l'aménagement d'espaces verts sans oublier la construction de maisons de quartier. Et la liste des chantiers entrepris par la commune urbaine d'Agadir ne s'arrête pas là. Des travaux conjugués à ceux engagés par la préfecture d'Agadir Ida Outannane, -pour rappel, il s'agit de résorption des bidonvilles, réaménagement des terrasses de cafés, travaux de voiries, réfection de trottoirs...- qui ont véritablement changé la physionomie de la station balnéaire. A elle seule, la commune a engagé, en trois ans (2006-2009), plus d'un milliard de DH pour la mise à niveau de la ville d'Agadir et sa périphérie.

Mais est-ce à dire que tous les objectifs ont été atteints? Non, assurément, car la gestion d'une ville n'est pas une mince affaire et Tariq Kabbage le sait bien aujourd'hui. Il déplore notamment l'insuffisance de ressources humaines et la lenteur des procédures administratives qui, selon lui, freinent la mise en œuvre de chantiers. Seulement, pour les citoyens et électeurs potentiels, ce qui compte, à deux mois des prochaines communales, ce sont les résultats et certains observateurs mettent le doigt sur ce qu'ils appellent «les ratés». Pour eux, il s'agit des dossiers de la gestion déléguée de l'éclairage public, du prolongement du boulevard Général Kettani vers le boulevard du 20 Août et enfin de la gestion des ordures ménagères. Trois dossiers approuvés à la majorité par le conseil communal, mais qui n'ont pas été mis à exécution jusqu'à présent.

«Pourtant, au niveau du dossier des services de l'éclairage public, l'adjudicataire de l'appel d'offres avait même été désigné et informé par lettre du conseil communal en date du 10 décembre 2007 qu'il avait remporté le marché», déplore une source bien informée de la ville. «Le dossier du prolongement du boulevard Général Kettani vers le boulevard 20 Août, tout comme celui du ramassage et de traitement des ordures, est aussi resté sans suite alors qu'il a été voté à la majorité en juillet 2006», souligne la même source.

Pour le président du conseil de la ville, il n'est pas question de donner en gestion déléguée un quelconque service de la commune pour le moment pour des raisons de finances publiques. «Pour l'éclairage public par exemple, nous estimons aujourd'hui nos dépenses à 3 millions de DH alors que si nous déléguons sa gestion, le service pourra nous coûter 10 à 12 millions de DH. Nous préférons plutôt investir dans le développement de ce réseau qui a bénéficié de 20 millions de DH entre 2007 et 2008», explique-t-il. L'élu avance par ailleurs la contrainte de décrocher des prêts auprès du Fonds d'équipement communal (FEC). «En juillet 2008, les responsables du FEC nous ont clairement signifié que si nous souhaitons obtenir des prêts, il est nécessaire d'éviter la délégation de services communaux», renchérit le président. Mais sa position sur la gestion déléguée des services communaux est loin de faire l'unanimité dans la ville. Beaucoup d'observateurs considèrent qu'il est nécessaire de déléguer le maximum de services pour, non seulement parer à l'insuffisance des ressources humaines au sein de la commune, mais aussi disposer d'un service efficient. Brahim Zerkdi, député Mouvement populaire à Agadir est de cet avis. «L'éboueur municipal a fait son temps, il est nécessaire aujourd'hui de déléguer la gestion du traitement des ordures ménagères pour faire face au développement de la cité», estime-t-il. Pour lui, la ville d'Agadir a un réel potentiel, mais manque de structures adéquates pour sa

gestion. Le politicien va plus loin et souligne que la gestion du Grand Agadir devrait être unifiée dans une même structure pour aller de l'avant. «Pourquoi ne pas mettre en place un syndicat des communes. D'El Kolea à Aourir, c'est le même traitement des ordures, les mêmes liaisons de transports, le même réseau d'éclairage, sans oublier les grandes infrastructures routières qui traversent toutes les communes qui sont sur cet axe», suggère-t-il. Zerkdi déplore également le vide culturel dans la commune et l'insuffisance des transports publics qui ne permettent pas de desservir tous les quartiers. Alors que la mobilité est indispensable dans le développement d'une ville.

Zerkdi, comme beaucoup d'habitants, regrette aussi le manque de propreté dans certains endroits dans la ville. «Des dizaines de poubelles n'ont pas été renouvelées, sans oublier que les toilettes publiques sont rares...», souligne-t-il. Selon lui, il faut tout d'abord mettre en place une stratégie pour aller de l'avant et agir sur les priorités de la ville.

Tensions

Depuis 2003, le conseil communal a vécu de nombreuses tensions et a été marqué par de nombreuses dissensions au sein du bureau. La dernière polémique en date a opposé Tariq Kabbage à Lahcen Bijdiguen, vice-président au sein du bureau (cf. www.leconomiste.com). Au cœur de ce différend, l'attribution de lots de terrains par Bijdiguen à des fonctionnaires de la commune en dehors de l'approbation du conseil. Une commission a été diligentée par le ministère de l'Intérieur pour enquêter sur le dossier, mais jusqu'à présent aucune suite n'a été donnée à l'affaire.

Outre ces tensions, les désaccords entre le wali, Rachid Filali, et le président Tariq Kabbage, qui ne sont un secret pour personne dans la ville, ont marqué la gestion communale. Toutes ces tensions et bras de fer ont dû sûrement causé des céphalées à Kabbage, mais le président du conseil communal n'est pas à bout de souffle. «Je me représente aux prochaines élections communales», a-t-il déclaré à L'Économiste. «Ce sera en tête de liste et sous les couleurs de l'USFP», précise-t-il. Mais la course sera apparemment serrée, d'autres candidats affûtent leurs armes sous d'autres couleurs.

De notre correspondante,
Malika ALAMI